

## Au-delà des temps forts-temps morts... Préparons par nous-mêmes une confrontation d'ensemble !

Patronat et gouvernement font payer la crise capitaliste aux travailleurs et travailleuses. Les journées de grève et de manifestations se succèdent, sans perspective de durcir le rapport de force ni de débattre des revendications. Le 13 juin, après les 1er et 26 mai, sera encore une journée sans appel à la grève ni durcissement des actions au plan national, sans volonté des directions syndicales de préparer une confrontation d'ensemble. Pour autant, la résignation n'est pas à l'ordre du jour. Cela doit questionner de nombreuses équipes syndicales quelle que soit leur étiquette. Préparons cette confrontation nécessaire, sans attendre un durcissement qui ne viendra pas du sommet.

### ROMPRE L'ISOLEMENT DES BOÎTES EN LUTTE

Les salariés des entreprises touchées par les licenciements, les fermetures de boîtes, le chômage technique se battent le dos au mur, de manière isolée. Les luttes médiatisées de Caterpillar ou de Continental, faute d'être l'écho d'une lutte nationale, relèvent malheureusement de la colère sans que le pouvoir patronal et gouvernemental recule. Bien au contraire, gouvernement et capitalistes sont bien décidés à sauvegarder leur système de privilèges et de profit. Pour eux, tout est possible ! Pour inverser cette tendance, il est urgent de débattre de la stratégie de lutte et du contenu des revendications.

### UNIFIER, ÉLARGIR, DURCIR, AUTOGERER LES LUTTES !

Il est urgent que les équipes syndicales de lutte s'affirment, se donnent de la visibilité, et tentent de se coordonner en partant du local. Il y a nécessité d'une unité d'action à la base pour mener campagne pour la grève générale et les actions de blocage, dans toutes entreprises et les services publics.

Le contrôle des mobilisations par les salariés est une exigence démocratique afin que celles-ci ne soient pas dévoyées par certaines directions syndicales promptes à freiner la lutte, ou simplement à la trahir.

Les luttes doivent se généraliser et s'unifier dans les branches (métallurgie, agroalimentaire, bâtiment, chimie...) et les services publics et à l'échelle interprofessionnelle sans attendre les mots d'ordre des grandes centrales syndicales, mais au contraire pour les forcer à être plus offensives.

### ACCOMPAGNER LA CRISE OU S'ATTAQUER AU POUVOIR DES CAPITALISTES ?

L'appel intersyndical national reste dans une logique d'une régulation du capitalisme. C'est insuffisant ! Arracher par la lutte plus de salaire, d'emploi, le maintien des sites de production, cela implique de remettre en cause le pouvoir des capitalistes. C'est à la fois la rémunération du Capital qu'il faut supprimer et c'est le pouvoir des travailleurs et des travailleuses sur l'économie et la société qu'il faut mettre en avant.

Militant-e-s communistes libertaires et syndicalistes, nous mettons en débat les revendications suivantes, conditions d'une transformation de la société:

- Hausse immédiate des salaires, pensions et minima sociaux ;
- Blocage des dividendes des actionnaires et leur redistribution ;
- Droit de veto des travailleuses et travailleurs sur les licenciements collectifs ;

Constitution de conseils de travailleuses et de travailleurs mandatés, parallèles aux conseils d'administration. Ils exigeraient des comptes sur l'utilisation des fonds et élaborent des propositions alternatives de budget de fonctionnement des entreprises ;

Réquisition et autogestion des entreprises qui licencient ;

Réduction du temps de travail à 32 heures, sans perte de salaire ni flexibilité, avec embauches correspondantes ;

Réquisition des logements vides et blocage des loyers ;

Régularisation de tou-te-s les sans papiers...

**Ces revendications ne valent que si elles sont portées par un mouvement d'ensemble. Cela implique qu'un nombre grandissant de travailleurs et de travailleuses, de chômeurs et de retraités s'organisent sur leurs lieux de travail et de vie, car c'est bien sur ce terrain là que les capitalistes nous craignent. Cela implique aussi de mettre en débat l'alternative au capitalisme et à cette parodie de démocratie à laquelle on nous somme d'adhérer.**



**LE MENSUEL  
DISPONIBLE  
EN KIOSQUE**

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à Alternative libertaire

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, paiement en ligne ou chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM.....PRÉNOM.....

TÉL.....E-MAIL.....

ADRESSE.....

**Alternative libertaire**  
BP 295  
75921 PARIS Cedex 19  
contacts@alternativelibertaire.org  
[www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)